

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Non au plan Rapacki  
et oui à la proposition Khrouchtchev  
*par Robert LOUZON*

La réforme fiscale  
*par Nicolas FAUCIER*

Illustration de la contre-révolution  
russe : la pédagogie stalinienne  
*par Roger HAGNAUER*

La social-démocratie  
allemande aujourd'hui  
*par Gustave STERN*

Conseils ouvriers en U.R.S.S.  
*par Paul BARTON*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES

Six mois . . . . . 700 fr.  
Un an . . . . . 1.200 fr.

### EXTERIEUR

Six mois . . . . . 900 fr.  
Un an . . . . . 1.500 fr.

Le numéro : 120 francs.

### ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTRAL 17-08

### PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.  
Les samedis de 17 h. à 19 h.

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 426 - Mars 1958

### Notes d'économie et de politique

Non au plan Rapacki et oui à la proposition Khrouchtchev. — Moscou marque encore un point. — Les deux nouveaux développements de la guerre d'Algérie ..

Robert LOUZON  
Nicolas FAUCIER

La réforme fiscale ..

Sauvez Racz et Bali !

Une retraite complémentaire aux métallos parisiens ..

Charles PATAT  
R. H.

C'est le salaire qui détermine les besoins

Illustration de la contre-révolution russe : la pédagogie stalinienne ..

Roger HAGNAUER

Naissance de l'Etat Arabe Uni ..

J. GALLIENNE

Le pacte colonial ..

J.-P. FINIDORI

Lettre de Tunis ..

J.-P. F.

Lettre à Finidori ..

Ahmed TLILI

L'opinion d'un Tunisien ..

Dr. Ben MILAD

Le jour de la collecte ..

Robert MARIN

L'oppositional Le Brun est « de la maison ».

Du mythe fasciste de l'unité ..

A. HEBERT

La social-démocratie allemande aujourd'hui

Gustave STERN

Histoire du mouvement syndical chilien ..

H. D. C.

Austérité pour les salariés mais pas pour les parlementaires ..

G. THARREAU

Conseils ouvriers en U.R.S.S. ..

Paul BARTON

### Parmi nos lettres

Sur les trois scissions et les tentatives d'unité (Louis Bert et Josette et Jean Cornec). — Nationalisation et privilèges (Un vieux lecteur et F. Charbit). — Bois vert ou trop sec ? (Jean Duperray). — In Memoriam (G. Claveyrolas).

Cercle Zimmerwald.

## ENTRE NOUS

De vieux amis nous écrivent pour nous dire leur impatience de lire l'ouvrage de Pierre Monatte sur « les Trois scissions syndicales ». Nous partageons leurs sentiments.

Lorsque ce numéro de la « R.P. » paraîtra, le livre sera sorti.

On veut croire qu'aucun abonné de la « R.P. » n'attendra pour le commander. Par attachement sans doute à celui qui personnifie le syndicalisme de 1906 — non pas seulement parce qu'il est l'un des derniers survivants de la phalange des temps héroïques, mais parce que sa constance prouve la survie de l'esprit du syndicalisme de 1906, parce que sa lucidité actuelle prouve que cet esprit — mieux que toutes les formules doctrinales — éclaire le marasme syndical actuel et oriente nos espoirs.

Notre plaisir ne manque pas d'une certaine coloration égoïste. Car cette publication attendue justifie l'existence de la « R.P. ».

Celle-ci n'existait pas, lors de la première session de 1921. Mais le groupe de la Vie ouvrière qu'elle continue — alors que le titre est tombé dans les sales pattes des domestiques stalinien — réagissait déjà à cette époque contre la politique de guerre et d'union sacrée et contre la scission qui se préparait.

Comme devait réagir de 1925 à notre temps, le noyau de la « R.P. ». C'est dans nos colonnes que furent signalées et soutenues toutes les initiatives tendant à la reconstitution ou à la consolidation de l'unité syndicale, par la renaissance du syndicalisme.

Le livre de Monatte résume et élève aux sommets de l'Histoire l'effort mené, dont les prolongements engagent l'avenir, c'est-à-dire imposent l'existence de la « R.P. ».

« Vous polémiquez, alors que vous devriez cons-

truire », nous dit un vieil et fidèle ami. C'est encore vrai. Quoique beaucoup moins qu'avant-guerre, où nous devions dire sur la vie intérieure des syndicats ce que personne ne pouvait dire. La polémique doit être sinon abolie, tout au moins réduite à une quantité négligeable. Mais la discussion doit être entretenue et étendue. Car elle est instructive, plus par son caractère que par ses conditions. Rien n'est plus éducatif qu'un débat sur les problèmes les plus graves. Et personne n'est plus éloigné que Monatte des gloses et des certitudes magistrales. Son meilleur « élève » c'est celui qui, après l'avoir entendu ou lu, cherche sa route et la suit jusqu'au bout.

\*\*

La « R.P. » doit vivre, vivre sous le signe de la sécurité et de la confiance. Nous pouvons répéter avec quelque orgueil que jamais nous n'avons appelé nos amis en vain. Mais nous voulons éviter ces appels exceptionnels. Aussi avons-nous décidé de compenser les charges supplémentaires — provoquées en particulier par l'augmentation des frais d'impression — et de prévenir les charges prochaines, en augmentant tout simplement nos tarifs.

En conséquence, à partir de ce mois, LE PRIX DU NUMERO EST FIXE A 120 FRANCS. LES ABONNEMENTS A 1.200 FRANCS POUR UN AN, A 700 FRANCS POUR SIX MOIS ; POUR L'ETRANGER, RESPECTIVEMENT A 1.500 ET A 800 FRANCS.

Nous ne nous excusons pas de ces majorations. Tous nos amis savent par la publication régulière de nos comptes que nous n'avons rien à dissimuler ni de nos ressources, ni de nos dépenses, ni de nos difficultés, d'autant plus que l'affluence plus grande de « copie » urgente nous contraint à augmenter depuis plusieurs mois le nombre de nos pages.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton

# Notes d'Economie et de Politique

## NON AU PLAN RAPACKI ET OUI A LA PROPOSITION KHROUCHTCHEV

Il y a deux choses qu'il ne faut point confondre. D'une part, le plan Rapacki tendant à « désatomiser » les pays de l'Europe centrale : Allemagne, Pologne, Tchécoslovaquie. Et d'autre part la proposition faite antérieurement et à plusieurs reprises par Khrouchtchev tendant à ce que les troupes étrangères, russes et occidentales, évacuent tous les pays où elles sont présentement.

La première de ces propositions est un piège grossier, sans intérêt si ce n'est pour la Russie, tandis que la seconde, ainsi que nous avons eu souvent l'occasion de le signaler (voir « R.P. » de décembre 56, janvier 57, mars 57, juin 57, septembre 57), devrait être saisie avec empressement par le « monde libre » si celui-ci était vraiment guidé par le souci de la liberté.

Le plan Rapacki est un plan militaire, ne comportant que des conséquences militaires ; il faut donc l'envisager uniquement du point de vue militaire.

Disons d'abord que la suppression de tous engins et de tous stocks atomiques dans les pays de l'Europe centrale ne saurait en quoi que ce soit préserver celle-ci d'un bombardement atomique.

Avec les fusées à portée moyenne dont disposent ou vont disposer très prochainement et la Russie et l'Occident, les seules qu'il y a à envisager pour l'instant, toute l'Europe centrale, y compris toute la Pologne, peut être atteinte par des fusées parties d'Europe occidentale, et peut être également atteinte, y compris toute l'Allemagne de l'ouest, par des fusées parties de Russie ; or, il est bien certain que si l'Occident a intérêt à détruire certains objectifs polonais ou que la Russie a intérêt à détruire des objectifs allemands, ce n'est pas parce que Pologne et Allemagne seront dépourvues d'engins atomiques, qu'Occidentaux et Russes se priveront de détruire ces objectifs avec les moyens les plus efficaces, c'est-à-dire avec leurs fusées atomiques. Le plan Rapacki ne préserve donc aucunement ces pays.

En revanche, il permet de préserver toute une partie de la Russie, et non la moins importante.

La portée des fusées moyennes est, je le rappelle, d'environ 2.500 kilomètres. Cela signifie qu'avec de telles fusées la Russie peut, en partant de son territoire, atteindre toute l'Europe occidentale, à l'exception peut-être du Portugal et de l'ouest de l'Espagne. Elle n'a donc à peu près aucun intérêt à avoir des rampes de lancement de fusée en Pologne, en Tchécoslovaquie ou en Allemagne de l'est, puisque ces rampes ne lui permettraient d'atteindre aucun autre objectif utile que ceux qu'elle atteint avec des rampes situées en Russie même, et cela d'autant plus que des rampes situées en Europe centrale seraient plus vulnérables aux fusées d'Europe occidentale que celles situées en Russie.

Par contre, si il est vrai que la Russie peut être atteinte par des fusées parties d'Angleterre

ou de France, ces fusées ne peuvent atteindre que la Russie occidentale — disons, en gros, la partie de la Russie située à l'ouest du méridien de Moscou — alors que des fusées parties d'Allemagne occidentale peuvent aller jusqu'à la Volga, et, pour peu que leur portée soit légèrement accrue, jusqu'à l'Oural.

Si l'on se rappelle que depuis la guerre avec Hitler, la Russie a reporté à l'est de Moscou, dans la région de la Volga et de l'Oural (et aussi en Sibérie) toutes ses usines et installations d'intérêt militaire, on voit qu'avec le plan Rapacki toutes celles-ci se trouveraient désormais à l'abri, alors que pas un pouce du territoire utile de l'Europe occidentale ne le serait.

Accepter le plan Rapacki serait donc faire un marché de dupe.

Il en est autrement pour la proposition Khrouchtchev de retirer des différents pays d'Europe toutes les troupes étrangères, car, à la différence de la précédente, cette proposition comporte, elle, des conséquences politiques, et qui sont tout à l'avantage de l'Occident.

Le départ des troupes russes de l'Europe centrale et orientale libère, en effet, les peuples de toute cette région du monde. Il leur permet de jeter bas le régime que Moscou leur a imposé, puisqu'ils n'auront plus à craindre les tanks de l'armée dite « rouge ».

A une condition cependant, c'est que les Etats occidentaux fassent connaître solennellement, par une déclaration sans équivoque, que la rentrée des troupes russes en ces pays, pour quelque cause que ce soit, serait considérée par eux comme un *casus belli*, et qu'en outre ils prennent la ferme résolution de faire entrer leurs propres troupes dans ces pays si un seul soldat russe en franchissait à nouveau la frontière.

Sinon, si l'Occident devait faire preuve de la même lâcheté que lors des événements de Budapest, si Allemands de l'Est, Polonais, Tchécoslovaques, etc... ne devaient se soulever que pour voir entrer à nouveau les troupes russes, sans plus recevoir de secours que n'en eurent les Hongrois, les puissances occidentales auraient, en faisant se retirer pour un temps les Russes, joué tout juste le rôle d'agents provocateurs.

Dans les pays d'Occident, par contre, le départ des troupes étrangères ne produirait aucuns changements politiques. Ce n'est pas parce que les Américains évacueraient la France, l'Angleterre et l'Italie, ou qu'Américains, Français et Anglais évacueraient l'Allemagne de l'ouest, que les Français, les Anglais, les Allemands de l'ouest, ou même les Italiens se soulèveraient pour établir en leurs pays le régime moscovite ; s'ils voulaient d'ailleurs le faire, ce n'est pas la présence des troupes étrangères qui les en empêcherait.

L'acceptation de la proposition Khrouchtchev présente donc pour l'Occident un avantage politique certain, un avantage énorme, tout en ne présentant pour lui aucun désavantage politique.

Mais en est-il de même du point de vue militaire ?

L'évacuation de troupes étrangères, par elle-même, ne présenterait aucun avantage pour l'Occident, pas plus que pour la Russie, mais

elle ne présenterait non plus pas de désavantages, ou, tout au moins, que des désavantages insignifiants pour l'Occident.

Ce ne sont pas, en effet, les quelques divisions américaines actuellement cantonnées en Europe ou la présence en Allemagne de quelques régiments français et anglais qui peuvent être, en tant qu'effectifs, d'une grande utilité pour la défense de l'Europe ; d'ailleurs leur départ serait rapidement plus que compensé par la formation de la nouvelle armée allemande et il faut qu'il le soit également par la rentrée de ce côté de la Méditerranée des 400.000 soldats français engagés dans la guerre infâme.

Les troupes américaines d'Europe comportent cependant un élément de force, mais il n'est pas constitué par leurs hommes, il est constitué par leur matériel : avions et armes atomiques. Or, rien n'est plus facile que de conserver cet élément de force ; il suffit pour cela que les Américains transfèrent leur matériel aux différents Etats dans lesquels il est actuellement entreposé. Ces Etats ont des hommes en quantité suffisante et une capacité technique suffisante pour pouvoir l'utiliser.

Ainsi donc, du point de vue militaire, pas de problème, ou, tout au moins, un problème qui peut être facilement résolu.

Il est vrai que les amoureux du *statu quo* prétendent, pour excuser leur inertie, que si la Russie attaque l'Europe, et s'il y a encore des soldats américains en Europe, ceux-ci se trouveront nécessairement engagés dans la bataille, et que cela obligera l'Amérique à ne pas lâcher l'Europe !

Assertion ridicule !

L'Amérique ne peut en aucun cas lâcher l'Europe. Pas à cause de Lafayette ! Mais parce qu'elle ne peut pas ne pas se rendre compte que si l'Europe tombait sous les coups de Moscou, Moscou, qui dispose déjà de la plus grande partie de l'Asie, serait alors virtuellement maîtresse du monde, et que l'Amérique, restée seule, aurait alors ses jours comptés.

L'Amérique interviendra donc, quoi qu'il arrive, même si elle n'a plus un seul soldat en Europe, même si elle a à craindre des fusées sur New-York ! Si d'ailleurs, en supposant l'in vraisemblable, l'Amérique avait des raisons de ne pas intervenir, ce n'est pas la présence de ses G.I. en France qui la ferait changer d'avis ; elle s'arrangerait pour les faire neutraliser si possible, et, au besoin, elle les sacrifierait !

Tout concourt donc à faire accepter la proposition Khrouchtchev avec le même empressement que celui que l'on doit mettre à refuser le plan Rapacki.

Certains Américains d'ailleurs commencent à s'en rendre compte. On se rappelle qu'il n'y a pas bien longtemps, Kennan, l'ancien ambassadeur américain à Moscou, et qui était considéré, sous Truman, comme la grande autorité en matière de politique étrangère, s'est prononcé publiquement, au cours de conférences faites à la radio de Londres, pour l'évacuation des troupes étrangères de tous les pays d'Europe. Plus récemment, il en était de même pour la journaliste du *New-York Herald*, Marguerite Higgins, qui semble bien être un porte-parole attitré de certains éléments du Département d'Etat.

Cela peut constituer une lueur d'espoir pour les esclaves de l'Oder, de la Vistule et du Danube.

## MOSCOU MARQUE ENCORE UN POINT

Moscou vient encore de marquer un point en se faisant, contre l'Occident, le champion de la liberté des peuples.

Moscou, ou, plus précisément, Pékin retire ses troupes de la Corée du Nord, alors que Washington se refuse à retirer les siennes de la Corée du Sud. Bien plus ! La Corée du Nord propose la réunification de la Corée au moyen d'élections libres supervisées par des observateurs neutres, cependant que le protégé américain de la Corée du Sud s'y refuse !

C'est toujours le même divorce entre ce que l'Occident dit, et ce qu'il fait. L'Occident refuse de se comporter avec l'Orient comme il demande à celui-ci de le faire à son égard.

On demande aux Russes de retirer leurs troupes de leurs satellites d'Europe, mais on se refuse à retirer les siennes des satellites d'Asie ! On vitupère contre le Kremlin qui empêche l'unification de l'Allemagne, mais on s'oppose soi-même à ce que la Corée s'unifie par le procédé même que l'on a soi-même réclamé pour l'unification de l'Allemagne !

Comment voulez-vous que, dans ces conditions, personne puisse prendre au sérieux les déclamations de M. Dulles et *tutti quanti* sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Comment voulez-vous que quiconque puisse regarder l'Occident comme le défenseur de la liberté des peuples ?

Qu'il était simple, pourtant, de prendre Pékin au mot : « Vous retirez vos troupes de la Corée du Nord, parfait ! Nous retirons les nôtres de la Corée du Sud. Nous n'avons pas plus peur qu'un soulèvement populaire renverse Syngman Rhee, une fois nous partis, que vous ne craignez que, vous partis, un soulèvement ne renverse le régime de Pieng-yan. Vous ne craignez point que des élections tenues en toute la Corée donnent la majorité aux partis démocratiques ; nous ne craignons pas davantage que de telles élections la donne à votre parti totalitaire. Un premier plébiscite déterminera si la Corée du Sud veut, ou non, s'unir à la Corée du Nord, et si oui, des élections générales détermineront le régime que le pays se donnera. Car, même si nos espoirs devaient être déçus, nous entendons jouer le jeu. Nous ne prétendons pas interdire votre prétendu « communisme » à ceux qui sont assez fous pour vouloir y goûter.

« Mais, donnant, donnant ! Ce qui vaut en Asie vaut en Europe. Nous retirerons nos troupes et de la Corée du Sud et de l'Allemagne occidentale, mais retirez aussi les vôtres, non seulement de la Corée du Nord, mais également de l'Allemagne orientale ! Vous proposez des élections libres pour déterminer le régime d'une Corée unifiée ? — D'accord ! mais à condition que vous acceptiez aussi des élections libres pour la détermination du régime de l'Allemagne ! »

Ou bien Moscou aurait accepté et un grand pas en avant vers la libération des peuples aurait été fait. Ou bien, ce qui est probable, Moscou aurait refusé. Sa mauvaise foi, dès lors, éclatait au grand jour ! C'était donc vous qui marquiez un point, et non pas le Kremlin. Et vous pouviez continuer à vous prétendre les champions de la liberté des peuples, et les peuples pouvaient continuer à vous croire.

Mais cette idée ne vous est même pas venue ! L'extraordinaire cécité intellectuelle et le manque total de volonté dont vous êtes affligés, votre effroi devant toute action logique, couplé avec

l'illusion que verbiages et mensonges suffisent à tout, vous ont, une fois de plus, paralysés. À l'action de Pékin, vous n'avez opposé aucune riposte.

Vous aviez déjà, en soutenant Ngo Nin-Diem dans son refus d'obéir aux prescriptions de Genève concernant la réunification du Viet-nam par des élections libres, montré le mépris dans lequel vous teniez le principe pour lequel vous prétendez combattre ; vous venez de confirmer ce mépris par votre attitude en Corée.

Or, encore une fois, c'est par la « corruption des principes » dont ils se réclament que les régimes vont à leur perte. Vous êtes en train de courir à votre perte... et de nous y entraîner avec vous !

## LES DEUX NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

Qu'on m'excuse de ne pas parler de Sakiet ! Depuis que la France a des gouvernants à direction ou à participation socialiste, le peuple auquel j'appartiens et de la conduite duquel je suis, malgré tout, responsable pour mon quarante millionième de part, va de honte en honte. Après Suez, Sakiet ! Où s'arrêtera-t-il ? La nausée est telle qu'on n'a même plus le courage de s'indigner.

Parlons donc d'autre chose !

L'universalité et la systématisation du mensonge sont tels chez nos gouvernants et au sein de leurs services dits d' « information » qu'il est parfois très difficile de se faire une idée même approximative de la vérité.

C'est ainsi que depuis quelque six semaines les communiqués annoncent des pertes françaises sensiblement supérieures à celles qu'ils avaient coutume d'annoncer. Est-ce parce qu'elles sont vraiment supérieures ? Ou est-ce simplement que l'état-major a décidé de donner des chiffres se rapprochant davantage des chiffres vrais, afin d'étayer sa demande de renforts ? Il est bien difficile d'en décider.

Cependant deux choses sont certaines.

Etant donné que le chiffre qui est donné pour les « rebelles » tués n'est sûrement pas inférieur à la réalité, qu'il y est même très certainement supérieur car il va de soi qu'on compte comme « rebelles » tués, tous les Arabes tués au cours d'une opération, que ce soient des civils ou des fellagha, et étant donné que le chiffre donné pour les pertes françaises n'est certainement pas supérieur aux pertes réelles, on est amené à conclure que les pertes des deux côtés tendent maintenant à être presque équivalentes, ce qui n'était certainement pas le cas dans les premiers temps de l'insurrection.

L'autre certitude est que plus ça va, meilleur est l'armement de l'Armée de libération et qu'il y en a en quantités de plus en plus grandes. Comme dit Bigeard, ils n'avaient au début que des fusils de chasse, ils ont maintenant des mitrailleuses.

On est donc en droit de penser que dès maintenant les forces sont à peu près égales, car la supériorité que donnent aux Français leur nombre (en gros, 400.000 contre 100.000), leur possession d'avions et de tanks, est compensée par la plus grande mobilité des forces insurgées, leur meilleure connaissance du terrain et leur plus grande précision de tir. De ce fait, on va passer de l'ère du simple massacre à celle de la guerre, de la véritable guerre.

Ce qui va changer bien des choses.

Jusqu'à présent, l'armée de libération nationale a poursuivi, avec un plein succès d'ailleurs, malgré la pauvreté de ses premiers armements, une politique d'infiltration et d'implantation. En trois ans, les insurgés qui n'existaient tout juste au début, que dans une partie de l'Aurès, ont couvert l'Algérie entière, de la frontière tunisienne à la frontière marocaine et de la Méditerranée au Sahara ; en outre, ils ont trouvé le moyen de s'assurer le contrôle presque exclusif de plusieurs massifs montagneux disséminés à travers tout le pays.

Eh bien ! maintenant que les forces adverses ont un armement presque équivalent qui leur permet de s'affronter de face, on a l'impression qu'à cette phase d'infiltration et d'implantations partielles, va succéder une phase de véritables combats. Non pas, certes, des batailles rangées à la Napoléon, mais tout de même des actions d'envergure dont les insurgés auront l'initiative et qui n'auront plus pour simple objet de faire sauter un camion ou de dresser une embuscade, mais celui de forcer au combat, sur un terrain choisi, des effectifs importants et, sinon de les détruire, au moins de leur faire subir des pertes telles que des régions de plus en plus importantes devront être abandonnées au seul contrôle du F.L.N. Ce ne seront plus les troupes françaises, comme ça a été le cas jusqu'ici, qui chercheront le contact, mais les troupes algériennes.

Le second trait qui caractérise le moment présent de la guerre de libération, réside dans l'extension du conflit. Il y a quelque dix-huit mois, j'avais l'occasion de parler avec un Algérien, et je lui disais : il y a plusieurs centaines de mille d'Algériens en France, c'est là une force non négligeable ; ne croyez-vous pas qu'elle sera utilisée en France même ? Il se récria ! Le F.L.N., d'après lui, n'avait aucune intention de porter la guerre en France, ni aucun intérêt à cela ; le théâtre des opérations resterait certainement circonscrit à l'Algérie.

Je ne répondis point, mais je demeurai sceptique.

Car la guerre a sa logique ; et cette logique la porte à s'étendre toujours davantage. Les guerres napoléoniennes en sont un exemple classique. De même, en 1914, le théâtre des opérations, d'abord limité au front est et au front ouest, s'adjoignit rapidement un front balkanique, un front arabe et un front extrême-oriental. En 1939, la guerre d'Hitler était limitée, au début, au Front de France et au front de Pologne ; il lui fallut bientôt s'étendre aux pays scandinaves, à l'Atlantique, à l'Afrique, aux Balkans et à la Mer Egée, à la Russie, et enfin à tout l'Extrême-Orient et au Pacifique.

L'extension de la guerre d'Algérie à la France métropolitaine est donc dans la nature des choses. Les actuelles attaques contre des policiers et des soldats en marque le début.

R. LOUZON.

N.B. — On pêche toujours par excès d'optimisme. J'avais cru pouvoir interpréter ainsi que tout le monde le discours de Khrouchtchev à Minsk sur la suppression des stations de tracteurs, comme l'annonce d'une plus grande autonomie pour les kolkhozes ; or, voilà qu'aux dernières nouvelles on déclare que d'après le projet de réforme des kolkhozes adopté par le comité central, la suppression des stations de tracteurs n'aurait pour but que de préparer la transformation des kolkhozes en sovkhozes, c'est-à-dire en fermes d'Etat, les sovkhozes disposant déjà en propre de leurs machines agricoles. S'il en est bien ainsi, tous les timides espoirs que je m'étais laissé aller à formuler le mois dernier disparaissent... Au moins pour le moment. — R. L.

## LA RÉFORME FISCALE

Il est un aspect de la lutte revendicative qui ne semble pas préoccuper outre mesure ceux qui ont la charge de défendre les intérêts ouvriers : c'est celui de l'amputation abusive des salaires par une fiscalité toujours plus dévorante.

En effet, dans le même temps où, en cette fin de février 1958, les « assujettis », après avoir consciencieusement rempli leur feuille de déclaration de « revenus » pour 1957, méditaient amèrement sur les conséquences fiscales des rajustements de salaires parcimonieusement concédés par leurs employeurs, seule, la Confédération Générale des Cadres s'est émue de constater, selon son communiqué, que « par suite de l'augmentation des prix entraînant à son tour celle des salaires, le montant des impôts dus au titre de la surtaxe progressive va en s'accroissant d'une façon notable, puisque, aussi bien, les tranches de l'abattement à la base sont restées les mêmes depuis avril 1954. En conséquence, elle demande une révision de l'abattement à la base et des tranches, notamment des tranches moyennes, pour atténuer la progressivité excessive de cet impôt, qui affecte non pas seulement l'amélioration du niveau de vie des salariés, mais même l'accroissement des salaires nominaux. »

Il est bien connu que, parmi les salariés, les cadres, de par leur situation dans la hiérarchie des rémunérations, représentent un important contingent de la matière imposable et l'on conçoit que la C.G.C. se soucie de leur sort en dénonçant la filouterie gouvernementale qui consiste à maintenir inchangé le plafond de l'exonération fiscale à 220.000 francs tandis que les hausses de salaires, s'essouffant après les prix, atteignent chaque année des chiffres toujours plus élevés qui permettent des taxations de plus en plus considérables.

Ainsi, plus le taux d'abattement est réduit, plus grande est la marge d'imposition fiscale au fur et à mesure des relèvements de salaires.

On a trouvé cette formule adroite de reprendre d'une main ce qu'on a dû lâcher de l'autre.

Cependant, si la C.G.C. juge à propos d'intervenir en faveur des salariés les mieux rétribués — parmi lesquels d'astucieux employeurs camouflés ne négligeant aucun moyen d'échapper au fisc — il n'entre pas dans ses attributions d'étendre sa sollicitude à ceux qui, moins favorisés, sont les plus durement touchés.

C'est pourquoi on peut regretter le silence des responsables des autres centrales syndicales à cet égard, si l'on considère, avec Maurice Duverger, qu'un homme qui dispose de 10 litres d'eau par jour est moins privé si on lui en prend deux qu'un homme disposant d'un seul litre qui s'en voit enlever le cinquième, car les 8 litres restants permettent au premier de satisfaire ses besoins essentiels et non pas les quatre cinquièmes de litre laissés au second.

L'escroquerie est encore plus sordide lorsqu'elle atteint ceux dont le niveau de vie se limite au salaire minimum que l'on déclare garanti alors qu'on l'ampute, lui aussi, à partir de 220.000 francs. On pourra rétorquer que, déduction faite des diverses dégrèvements, il n'y a pas qu'un faible mérite : les célibataires, veufs et divorcés qui en souffriront ; on oublie tous les petits pensionnés et retraités qui ne peuvent, eux, bénéficier du dégrèvement des frais professionnels et sont les plus pénalisés par l'injustice fiscale face à la montée incessante des prix.

Il conviendrait donc, en premier lieu, d'intervenir

rapidement afin d'obtenir non seulement le relèvement du plafond de l'exonération fiscale, mais qu'il soit désormais rattaché à celui des salaires ou à tout autre système d'indexation approprié.

Mais ce ne saurait être là qu'un palliatif. Le vrai remède serait que les Centrales syndicales sortent de leur torpeur et aussi de leurs cartons les projets de réforme fiscale avec la volonté de les faire aboutir. Chacune a le sien dont elle vante les mérites ; mais, jusqu'à présent, aucune n'a rien tenté de valable ni entrepris de campagne d'agitation afin de créer un climat propice pour en imposer l'application (1).

Peut-être faut-il rechercher les raisons de cette carence — là comme en bien d'autres domaines de l'action syndicale — dans le fractionnement actuel du mouvement ouvrier en boutiques concurrentes dont les responsables sont gagnés par un complexe d'infériorité en leurs propres possibilités qui les empêche d'agir par crainte, soit de démontrer leur impuissance, soit de la surenchère des organisations rivales ?

Ce qui n'est pas contestable, c'est que lorsque l'activité des bureaux confédéraux se borne, sur ce thème, à des déclarations velléitaires, les qualités potentielles du courant qu'ils représentent se dégradent aux yeux de l'opinion. C'est aussi que chaque centrale agissant isolément ne peut guère prétendre faire aboutir une revendication de cette envergure face aux formidables coalitions d'intérêts dont les hommes de main restent solidement installés aux leviers de commande.

On n'ose espérer que, faisant trêve un instant à leurs dissentiments, ils envisagent de se rencontrer pour une « table ronde de refonte de la fiscalité » et jeter les bases d'une action commune à cette fin.

L'enjeu en vaut pourtant la peine quand des centaines de milliards sont soustraits aux budgets ouvriers par une fiscalité arbitraire qui se venge sur les plus humbles de l'impunité qu'elle consent aux fraudeurs tout-puissants.

Il importe d'agir de telle sorte que cesse enfin la condition misérable des plus déshérités qui voient leur pouvoir d'achat chaque jour plus réduit, à la fois par la ponction fiscale et la frénésie galopante des prix.

Il y a quelques années, un journaliste a pu écrire dans « Le Monde » que « l'injustice fiscale actuelle est plus grave que celle qui a entraîné la révolution de 1789 ».

Or, la situation ne s'est pas améliorée depuis, bien au contraire.

Ne saurions-nous donc que commémorer passivement le souvenir des grands ancêtres ! Il y aurait pourtant une meilleure manière de leur rendre hommage, ce serait de les imiter, si peu que ce soit...

Qu'on ne voie pas seulement là une certaine fanfaronnade démagogique. Il est des circonstances où l'action directe supplée avantageusement les paroles syndicalo-politiciennes. Telle, par exemple, celle qui était rappelée récemment dans ces colonnes et concernait l'Union départementale de Maine-et-Loire qui reçut en son temps quelques milliers de déclarations d'impôt de la part de ses adhérents mécontents des impositions excessives dont ils étaient frappés.

(1) La C.G.T. n'est pas ici mise en cause ; la position traditionnelle de ses dirigeants étant de suivre les consignes du P.C. visant essentiellement à entretenir et à exploiter le mécontentement aux fins de la politique du Kremlin.

pés, tandis que d'autres, mieux pourvus, pouvaient « s'arranger ». Alertés, quelques hauts fonctionnaires furent dépêchés qui se montrèrent « compréhensifs » et le résultat fut en faveur des révoltés.

C'est là une méthode qui gagnerait à être généralisée. Et qui sait si elle ne contribuerait pas heureusement (qu'on excuse cette image un peu osée) à faire mûrir dans les cerveaux confédéraux les raisons de la colère antifisc et les amener à des solutions plus viriles au lieu qu'ils en abandonnent le monopole aux vinassiers et autres poujadistes ?

Au sujet de ces derniers, il n'est pas question ici de vouloir ignorer délibérément les difficultés de nombre de petits boutiquiers, artisans et paysans (2). D'ailleurs savamment exploités par les spécialistes de la fraude — qui ne sont pas étrangers au désordre économique dans lequel nous patageons. Dans ce domaine également des réformes de structure s'imposent — particulièrement dans celui de la distribution — qui reclasseraient pas mal d'entre eux dans des activités moins parasitaires.

Mais c'est un autre problème sur lequel il faudra revenir autrement que par les pleurnicheries confédérales hebdomadaires pour le communiqué de presse et les vaines démarches dans les sphères gouvernementales. En revenant à notre propos, il n'est pas inutile de rappeler que déjà, lors de l'institution de l'impôt sur les salaires — triste présent des politiciens de l'après-guerre 1914-1918 pour combler le trou creusé par celle-ci, comme ceux d'aujourd'hui nous pressurent pour celui de 1939-1945 et compenser l'hémorragie grandissante de la « pacification » algérienne — les organisations syndicales engageaient une lutte énergique contre ce qu'elles appelaient une « monstruosité légale ». Par une déclaration rendue publique elles « refusaient d'admettre que le salaire, qui n'est qu'une partie de la valeur du travail, puisse être assimilé à un revenu et imposé comme tel ».

En maints endroits, les travailleurs refusaient de verser la dime indûment prélevée sur leur maigre budget et les manifestations de solidarité pour empêcher les saisies étaient fréquentes et toujours victorieuses.

Il fallut la loi de saisie-arrêt sur le salaire du récalcitrant — dans une période où, déjà, les divisions syndicales contrariaient l'action ouvrière — pour avoir raison de cette opposition. Les protestations devinrent plus rares et... les temps dépressifs des années 30 firent leur œuvre.

Si bien que depuis, on a fini par admettre que le salaire soit assimilé à un revenu.

On peut se demander, en lisant dans les manuels classiques que le revenu est le produit d'un capital ou d'un fonds de commerce, à partir de quel taux le salaire devient un revenu.

Du salaire du manœuvre léger ou du journalier agricole aux émoluments des cadres supérieurs ou à ceux des resquilleurs patronaux transformés en salariés l'éventail hiérarchique est très ouvert et permet les interprétations les plus fantaisistes à cet égard.

Nous ne voulons pas douter que les projets ouvriers de réforme fiscale contiennent sur ce point tous apaisements utiles et qu'ils tendent à mettre en application le postulat de Charles Gide : « L'impôt permet de corriger les injustices sociales en rognant la part de ceux qui ont trop pour augmenter la part de ceux qui n'ont pas assez ».

Car actuellement les faits sont tout autres. Tandis que l'on s'attaque aux bas salaires, on amnistie

les fraudeurs, on institue une prime à la confiance à l'intention des déserteurs de l'impôt et pour le rapatriement des capitaux. En effet, lorsque les impôts (directs et indirects) ne parviennent pas à couvrir les frais et les dépenses de la nation, l'Etat recourt à l'emprunt. Et pour assurer sa couverture il offre aux souscripteurs, ainsi qu'on l'a vu récemment, des garanties comme l'indexation sur les cours de la Bourse et l'exonération de la surtaxe progressive.

En somme : détaxe pour les capitaux, surtaxe pour les salaires. Et c'est ainsi que des deux catégories de contribuables, l'une (détenteurs de capitaux, professions libérales, industriels, commerçants) peut largement se soustraire à ses obligations par la fraude et les déclarations truquées, tandis que l'autre, l'immense masse des salariés, ne pouvant rien dissimuler de ses ressources, supporte les deux tiers des impôts directs.

Aussi dans les ateliers les propos vont-ils bon train parmi les victimes de cet état de choses qui, constatant cette année encore un notable accroissement de leurs charges, pensent qu'il serait grand temps d'en finir avec cette fiscalité de classe.

C'est à ceux qui portent sur leurs épaules les lourdes responsabilités de l'amélioration de la condition ouvrière d'intervenir en temps utile pour en digérer la marée fiscale.

Qu'ils n'attendent pas d'être débordés par la vague de mécontentement provoquée par l'accentuation des inégalités sociales et qui peut déferler rapidement à la faveur de circonstances fortuites. Qu'ils se souviennent de juin 36.

Qu'ils ouvrent, enfin, leurs dossiers et répondent aux aspirations des spoliés de l'impôt en œuvrant hardiment pour un 89 fiscal.

N. FAUCIER.

## Sauvez RACZ et BALI!

Au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue le 28 janvier 1958, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères hongrois, Laszlo Gyaros, a confirmé que Sandor Racz et Sandor Bali, respectivement président et secrétaire général du Conseil ouvrier du Grand-Budapest, se trouvent en prison en attendant d'être traduits devant un tribunal. D'autres dirigeants du même Conseil, dont le porte-parole du ministère n'a pas parlé, se trouvent dans la même situation.

Le Conseil ouvrier du Grand-Budapest a été constitué légalement et ses dirigeants ont été élus d'une manière parfaitement démocratique, au cours d'une réunion de 500 délégués des conseils ouvriers des usines de Budapest, qui a eu lieu les 13 et 14 novembre 1956 à Ujpest. La preuve en est qu'après la constitution de cet organisme, Janos Kadar a négocié à plusieurs reprises avec ses dirigeants. Le 9 décembre, pour protester contre les mesures répressives prises à l'encontre des ouvriers et de leurs représentants élus, le Conseil ouvrier du Grand-Budapest a proclamé une grève générale pour les 11 et 12 décembre, après avoir vainement essayé d'obtenir du gouvernement qu'il cessât d'arrêter des militants ouvriers. C'est alors que le gouvernement l'a déclaré illégal et a procédé à l'arrestation de son président et de son secrétaire.

En vertu de la législation d'exception qui reste en vigueur, les dirigeants du Conseil ouvrier du Grand-Budapest risquent d'être condamnés à mort.

La protestation des organisations ouvrières et des mouvements intellectuels peut sauver les représentants du Conseil ouvrier du Grand-Budapest. Se taire serait laisser les mains libres à Münnich et à Kadar.

\*\*\*

A cet appel d'Albert Camus et de plusieurs autres camarades nous vous demandons de répondre d'urgence.

(2) Encore que le commerçant répercute la plus grande partie de ses impôts sur le consommateur et que le système du forfait permet à beaucoup une évasion fiscale appréciable. Quand aux paysans, clientèle électorale à ménager, on sait que la quasi totalité n'est pas imposée.

# Une retraite complémentaire aux métaux parisiens

L'accord conclu le 14 février pour la métallurgie de la région parisienne (Seine et Seine-et-Oise) rendant obligatoire la retraite complémentaire pour tous les salariés, représente un nouveau pas dans les institutions sociales, au moins aussi important que la clause conventionnelle du 23 novembre 1955 sur les congés payés.

Certes, il y a eu l'augmentation du barème des minimas garantis d'environ 8 à 9 %. Mais cette question, dans la région parisienne, est depuis longtemps réglée sur le plan de l'entreprise, soit comme résultant de la vigueur dont témoignent les salariés, soit comme découlant du plein emploi et du manque de main-d'œuvre. Ce ne sont là que des « garanties » pour le cas d'une récession économique accentuée. Et la discussion en est extrêmement délicate et difficile du fait de la diversité des industries composant le groupe de la métallurgie parisienne. Il vient s'y ajouter la situation née des accords ou conventions de province. On ne discute plus en fonction d'une situation régionale, mais nationale, et nos lecteurs n'oublient pas qu'il y a des différences de salaires, entre Paris et la province, allant jusqu'à 25 % sur les « réels ».

La preuve en est faite par les enquêtes du ministère du Travail. Il serait souhaitable que notre ami Antoine Laval publie dans ces colonnes une monographie sur la *réalité* des salaires et leur *relativité*. Ce serait fort intéressant pour tous les amis de la « R. P. ».

Par contre, la clause sur la sécurité, le fait pour nos vieux camarades d'avoir *obligatoirement* un complément de retraite qui palliera les insuffisances de la Sécurité Sociale est importante.

Certes, c'est du réformisme. Mais nous sommes quelques-uns à considérer que dans le présent, les clauses sociales de sécurité arrachées par des discussions tenaces, farouches, violentes même, sont aussi importantes, sinon plus, que les salaires eux-mêmes.

Nous avons vu le président patronal, M. Ventre, piquer certaines crises de colère dont nous n'avions pas l'habitude. La dernière séance qui a précédé la signature de l'accord a duré de 15 heures à 5 heures du lendemain matin. A quatre heures, sur une précision pertinente demandée par la délégation ouvrière, le Président patronal déchirait le texte de l'accord. Il fallut tout le sang-froid des délégués présents — qui comprenaient l'importance de la partie — et leur ténacité, pour arriver une heure plus tard à la signature.

Pour l'histoire, nous dirons que la délégation ouvrière était composée des représentants de Force-Ouvrière au complet, des E.T.A.M. C.F.T.C., des cadres et de la maîtrise C.G.C., des indépendants réunifiés sous le sigle C.F.S.I. (ex C.G.S.I. et Travail et Liberté).

Le syndicat ouvrier C.F.T.C. (Union parisienne des syndicats de la métallurgie) n'était pas présent, mais il avait marqué sa volonté de signer l'accord sur la retraite complémentaire obligatoire. Quant à la C.G.T., elle est depuis longtemps absente de ces discussions, malgré sa « toute-puissance », ses démarches incessantes tant auprès du groupe que des pouvoirs publics. J'ajouterai seulement que cette dernière centrale a des attitudes très différentes selon le lieu ou les corporations.

Le fait est là. Plus de six cent mille métaux vont être obligatoirement affiliés à une caisse de retraite complémentaire. Jusqu'au 15 juin 1958, ils ont le choix parmi les quelques 700 Caisses existantes. A partir de cette date et jusqu'au 31 mars 1959, ils devront adhérer obligatoirement à une caisse affiliée à l'U.N.I.R.S.

Il est certain que le législateur va y mettre son nez, comme pour les congés payés qu'il légalisa après les accords du 23 novembre 1955 et qu'il voudra peut-être enfin se pencher sur le sort des vieux travailleurs. Nous ne le souhaitons pas. Qu'il se contente de s'occuper de la Sécurité sociale et de réformer ses imperfections.

Disons nettement, selon le mot du vieux Tolain : « Que les ouvriers fassent leurs affaires eux-mêmes. »

Charles PATAT,  
Secrétaire du Syndicat des Métaux F.O.  
(banlieue Nord)

## C'EST LE SALAIRE QUI DÉTERMINE LES BESOINS...

Nous avons déjà noté le danger de la formule du salaire minimum interprofessionnel — qui apparaît comme une forme enjolivée du vieux minimum vital.

Que la lutte pour le S.M.I.G. puisse être nécessaire, lorsque c'est le seul moyen de tirer de la misère une fraction de la classe ouvrière, nous l'admettons, tout en l'interprétant comme une preuve de faiblesse ouvrière, de recours désespéré à l'Etat providentiel.

Mais que le S.M.I.G. soit la base de l'action syndicale pour les salaires, nous ne l'admettons pas.

En effet, quel est — dans les meilleures conditions possibles — le mode de détermination du S.M.I.G. ? C'est la référence au budget-type établi par la Commission supérieure des Conventions collectives.

On a ironisé sur les discussions au sein de cet organisme, lorsqu'il s'agissait d'ajouter aux « dépenses incompressibles » de nourriture, de logement et d'entretien — celles consacrées aux loisirs, au « superflu » utile...

Il ne fallait pas rire. Il fallait protester. Même si l'on était généreux et libéral au cours de ces doctes débats...

Evaluer le salaire selon les besoins c'est se soumettre à la tradition du maître romain imposant à ses esclaves leur bouillie alimentaire et leurs jeux — à la tradition de l'Eglise opposant le dogme du juste prix aux ambitions d'une bourgeoisie industrielle, entreprenante et dynamique — à la théorie totalitaire concrétisée par « le plat unique » et les bataillons hitlériens de la « Force par la joie »... ou la vente obligatoire des livres stalino-récratifs.

Chaque travailleur a le devoir de conquérir un salaire correspondant à sa place dans la production — et le droit d'utiliser ce salaire pour s'offrir le maximum des satisfactions et jouissances réservées aux privilégiés.

Si ses progrès dans la lutte des classes lui permettent des vacances, des voyages, une salle de bain, un frigidaire, une bibliothèque, c'est pour lui la création de besoins nouveaux déterminant des dépenses tout aussi incompressibles que les autres. Il peut sacrifier ces plaisirs à l'austérité d'une noble cause. Mais s'il subit la médiocrité par abdication devant le patron ou l'Etat, il avilit son travail et méprise sa personne.

La lutte pour le salaire, c'est le progrès par l'élargissement et l'enrichissement des besoins. La résignation au salaire minimum — plus ou moins libéralement fixé — c'est la stagnation et la déchéance.

R. H.

# Une illustration de la contre-révolution russe :

## LA PEDAGOGIE STALINIENNE

Il est vraiment difficile de centrer nos débats sur l'essentiel. La logique, la rhétorique et les modes nous font flotter à la surface des choses.

La déduction imperturbable : U.R.S.S. = socialisme, U.S.A. = capitalisme — donc...

Le balancement équilibré des sentences : certes, l'ouvrier russe n'est pas libre, **mais...**

Certes, l'ouvrier américain vit confortablement, **mais...**

Il y a des millions d'émigrés originaires des démocraties populaires... **mais** Charlie Chaplin joue le roi et le pauvre « milliardaire » en exil...

La mode pare de ses séductions lyriques l'indiscrète « pétache ». On ne peut pas dire qu'on a peur des histoires provoquées par les agents de Khrouchtchev, peur des campagnes de « l'Huma », des savants « boycottages »... peur des matraqueurs de Paris et des tueurs de Moscou. Mais on peut témoigner d'une « courageuse » (! ?) indépendance, en vantant **objectivement** « les grandioses réalisations soviétiques ». Et l'on se pâme en écoutant les chœurs et les solistes russes, en scrutant le ciel des Spoutniks. L'U.R.S.S. possède les meilleurs danseurs et les plus grands savants... comme Mussolini et Hitler disposaient d'autostrades parfaits.

### ORDRE SOVIETIQUE ?

Soyons équitables. Les slogans, « les applaudissements imbéciles » traduisent des tendances plus profondes. De l'infériorité américaine en matière scientifique — qui ne nous paraît pas établie — on tire un jugement méprisant sur la culture américaine, on prolonge jusqu'à l'épanouissement caricatural des réactions normales contre les excès novateurs. C'est la pédagogie nouvelle, c'est l'éducation libérale qui portent la responsabilité de cette défaite. Et naturellement au désordre d'un système qui aboutit à la « dégénérescence et à la criminalité juvénile », on oppose l'Ordre soviétique qui met chacun à sa place, forme et fortifie des élites, fabrique des virtuoses, des héros et des savants.

J'exagère ? Bien au contraire, j'adoucis les termes du parallèle. A une bonne camarade qui, retour de Berlin en 1938, négligeait les pogroms, pour s'extasier sur la propreté des rues et l'harmonieuse discipline des cortèges de « la Force par la Joie », on tournait le dos en haussant les épaules. Un « pacifiste » borné et sectaire de Lyon ayant salué d'un ricanement l'entrée des soudards hitlériens à Prague en 1939, notre ami Ballereau, de l'Indre — cependant pacifiste aussi, comme nous — relevait d'une plume cinglante cette odieuse impudence.

Aujourd'hui, le haussement d'épaules et le sourire méprisant payent l'allusion, même prudente, aux horreurs de la contre-révolution stalinienne.

Et naturellement la confusion nationale — qui incitait à nous blâmer, lorsque nous refusions de lier Hitler au peuple allemand — qualifie de russophobe notre haine du totalitarisme.

Ces imposteurs et ces gobe-mouches affectent de ne pas entendre notre réplique : ce n'est pas seulement par solidarité ouvrière et révolutionnaire que nous condamnons le post-stalinisme, c'est aussi par amour pour le peuple russe, naturellement généreux, avide de science, capable de miracles artistiques, que nous maudissons ses bourreaux. Ainsi, aux beaux jours de l'Alliance franco-russe, lorsque les dames de l'aristocratie républicaine lançaient des œillades...

respectueuses aux princes et aux grands ducs, De Pressensé, Jaurès, Anatole France dressaient les victimes et les martyrs du tzarisme devant l'héritier dégénéré de Pierre le Grand.

### LES BEAUX COTES DE LA DICTATURE

On sait tout cela et cela n'avance à rien de le répéter. Mais c'est que chaque jour les propos et les attitudes de certains que l'on classait parmi les plus fermes, nous étonnent si brutalement que nous ne pouvons leur accorder, au titre de circonstances atténuantes, que l'excuse de l'ignorance ou de l'amnésie.

On peut laisser M. Mauriac saluer la dépouille de Marcel Cachin, qui personnifia pendant quarante-quatre ans la lâche soumission au mensonge triomphant. On se résigne moins facilement à lire sous sa plume académique, parmi d'heureuses sentences sur les violences colonialistes, un désinvolte rappel de la tragédie hongroise... comme si le silence sur celle-ci de ses « fellow-travellers » les qualifiait pour incriminer la politique Lacoste en Algérie et en Tunisie.

Mais on reste confondu par l'empressement fébrile avec lequel des syndicalistes et des libéraux soulignent les beaux côtés de l'U.R.S.S.

La compétition sur le plan scientifique ou militaire des deux grandes puissances mondiales ne touche en nous que l'animal craintif livré aux éléments. A quoi bon préciser encore que le caractère socialiste d'un régime ne se révèle pas par les courbes de production ou les performances scientifiques ? Mais peut-on découvrir dans la réalité soviétique quelque chose qui marque la rupture avec les valeurs culturelles et les appareils techniques du monde capitaliste ? Cherchons au sein des institutions qui marquent les tendances fondamentales du régime. L'enseignement nous offre à cet égard un terrain solide d'observations et d'expériences.

### LOUANGES AUX SEIGNEURS DE MOSCOU...

Convenons que les panégyristes ne manquent pas. Et qu'ils usent facilement du style de « la légende dorée ».

Un personnage de Bernard Shaw — coiffé de la mitre archiépiscopale — appelle miracle « ce qui confirme la foi ».

Confirmer, cela veut dire simplifier et amplifier. Réduire à zéro ce qui existait avant ; élever au rang de résultats les prévisions lyriques de la propagande ; glisser sur les contraintes politiques qui ont épuré le personnel, falsifié les manuels, asservi les âmes... c'est ainsi que l'on décrit le miracle. L'officiel bulletin de l'**Education nationale** avait consacré, il y a six ans, quelques pages « édifiantes » à l'enseignement en Pologne. C'était avant la mort de Staline et l'avènement de Gomulka. Les rectifications d'amis socialistes et syndicalistes polonais en exil n'ont pas été enregistrées par les fonctionnaires obligeants et adroits qui dirigent la publication. On sait aujourd'hui, par des documents officiels, ce que fut en Pologne la terreur stalinienne. On sait aussi que la jeunesse ainsi choyée par le système se plaça à la pointe des combats qui, en Allemagne orientale, en Pologne, en Hongrie, en U.R.S.S. ébranlèrent le régime. Quelle ingratitude ! Mais puisque Gomulka semble triompher, on pourra dire dans l'**Education**

